

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article41>

Kabouya

- Expressions - Déclarations -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 14 novembre 2003

Mis à jour le : lundi 7 juillet 2008

UGTG.org

KABOUYA

Par décret en date du 29 Octobre 2003, Jacques CHIRAC, Président de la République Française, appelle les Guadeloupéens à se prononcer sur le changement des Institutions qui administrent le Département de Guadeloupe.

A entendre les politiciens et les élus "locaux", il s'agirait d'une révolution puisque pour la première fois, nous serions autorisés à donner notre avis sur notre devenir.

Mieux, à leur sens, les Guadeloupéens désormais majeurs pourraient à l'occasion de cette consultation dite populaire, décider de la relation "statutaire" que notre pays aurait à entretenir avec la France et l'Europe.

Travayè, pèp Gwadeloup,

Nous assistons dès lors, depuis plusieurs mois, à une vaste entreprise d'infantilisation du Peuple de Guadeloupe, de négation des hommes, de mensonges, de compromissions, de reniements caractéristiques de la pratique des hommes politiques de Guadeloupe.

Ainsi, depuis la Déclaration de Basse-Terre de Décembre 1999, les farouches assimilationnistes-départementalistes d'hier se muent en Guadeloupéens-Français majeurs et responsables, décidés à obtenir plus de pouvoir, pour la DAME de Basse-Terre.

Les progressistes-départementalistes récemment orientés par la Loi PAUL et son Congrès, sont désorientés et s'entre-déchirent entre les articles 73 et 74, de la CONSTITUTION révisée de la France, et entre le mode de scrutin uninominal et la proportionnelle.

Les "Indépendantistes" devenus souverainistes, renient la révolte populaire, la désobéissance civile, la négociation avec la France pour s'avouer réaliste et finalement se coucher possibilistes, une fois que l'État français déclara comme seul possible le petit pas de l'article 73 et de l'Assemblée Unique.

En face, le peuple, intégré et désintégré en population de la République, observe, dérouté et désabusé, se demandant qui croire, qui suivre, où en sont ses intérêts, et où en sont ses préoccupations ?

Il constate médusé, "**estébékwe**", qu'il n'y a plus de partis politiques, plus de divergences politiques, plus d'oppositions. Les partis se sont désagrégés dans le "**consensus tous pour le 73**", condition sine qua none à l'engagement par le Président Français du processus de consultation. [\[1\]](#)

Nous devons choisir nous assèment-ils... "le petit pas deviendra grand" ... "le oui doit être massif pour obtenir beaucoup de compétence" ... "le non nous protège de l'aventure et des indépendantistes", etc.

Les politiciens nous rejouent ainsi leur partition favorite, la même qui depuis la colonisation anime le débat politique : "quel statut, quelle institution, quel rapport avec la "Métropole" ; quel degré d'assimilation nous garantira le mieux notre filiation à la France, tout en nous autorisant à exprimer nos spécificités, notre créolité, nos particularités dues à notre éloignement, à notre culture, etc.

En somme, nous devons nous décider à réclamer un statut de Français majeur.

Chyen paka fè chat

Eux, politiques de Guadeloupe qui nous ont, des années durant, invalidés et zombifiés par le soutien qu'ils ont porté aux politiques d'aliénation, d'assimilation et d'assistanat, des différents gouvernements de la France,

Eux, politiques de Guadeloupe qui ont encouragé l'interdiction de vivre, de manger, de parler créole, de chanter, de danser le Gwo ka, de se réclamer de l'Afrique et de la Caraïbe, voulant faire de nous des petits fils de Gaulois, des français mofwasé d'outre mer,

Eux, qui au Sénat et à l'Assemblée Nationale française **ont voté les lois d'assimilation, de départementalisation, de départementalisation-adaptée, de départementalisation-régionalisation, de départementalisation-décentralisation**, tous changements dans l'organisation administrative de la France qui se sont traduits par plus d'intégration, plus de dépendance, plus de chômage, plus de RMI, pour nous et surtout plus de défiscalisation et d'aides publiques pour les capitalistes.

Ils feignent de ne pas comprendre nos hésitations, notre défiance, notre refus de leur politique, de leurs projets.

Ils se présentent "blan kon koton" comme si jamais ils n'avaient été à la direction des affaires, jamais ils n'avaient eu de pouvoir, jamais ils n'ont eu conscience des dégâts que leur lâcheté a produit dans nos têtes, dans notre vie quotidienne, dans nos relations avec le monde.

Persuadés qu'ils perpétueront à l'infini cette pratique politique consistant essentiellement à disposer du pouvoir pour asservir les hommes et assurer leur ascension personnelle, ils nous réclament à leur faire confiance en votant massivement le 07 décembre.

Seulement, aucun d'eux n'a été encore capable de nous exposer quelle est la portée politique, stratégique, collective de ce vote. Et pour cause

La consultation du 7 décembre est un kabouya

KABOUYA dawwa qu'il s'agira simplement pour nous de donner mandat à l'État Français pour fusionner le Conseil Général et le Conseil Régional en une seule assemblée, dite Assemblée Unique

KABOUYA dawwa cette consultation n'est pas un référendum et quelle que soit la position majoritaire qui en sortira, le Gouvernement de la France restera libre de sa décision ;

KABOUYA dawwa, la Guadeloupe continuera à demeurer une Collectivité française, une région euro-péenne obéissant aux lois, règlements et directives de la France, de l'Europe et du Grand Capital International ;

KABOUYA dawwa, cette collectivité territoriale nouvelle sera administrée par les mêmes personnages politiques d'aujourd'hui, qui conduiront les mêmes politiques et reproduiront les mêmes positions d'allégeance au Préfet, au pouvoir parisien et au patro-nat local au nom de la Mondialisation et de la baisse du coût du travail ;

KABOUYA dawwa, qu'avec cette Assemblée Unique et ses 81 élus, tous décasés puis recasés ou déclassés, parité oblige, 70 pour l'Assemblée Délibérante et 11 pour le Conseil Exécutif, ils usurperont une nouvelle légitimité sans qu'ils aient été obli-gés de présenter un nouveau projet politique pour notre pays > ;

KABOUYA dawwa, avec la nouvelle Collectivité au titre de l'article 73, autour duquel et pour lequel, tous debout, ils ont "konsansusé", l'État Français les autorisera à adapter les lois et règlements de la République en fonction d'impératifs que lui seul et les donneurs d'ordres capitalistes détermineront.

Dlo mousach pa lèt

En vérité, la France, répondant aux injonctions de l'Europe, est comme bien d'autres États Européens, une République décentralisée depuis la révision de la Constitution du 28 Mars 2003.

En vérité depuis le 28 Mars 2003, le Département de Guadeloupe est confirmé à l'article 72 de la Constitution de la France.

Les Collectivités Territoriales que sont les Communes, les Départements, les Régions et les Assemblées Uniques de la France d'Outre Mer disposeraient dorénavant de plus d'autonomie de décision et de gestion administrative et financière de laquelle devrait émerger, espère le législateur, plus de participation des citoyens à l'exécution des politiques publiques.

Telle est la nouvelle gouvernance prônée par les idéologues bâtisseurs de l'Europe des capitalistes.

En quoi cette nouvelle gouvernance euro-péenne constitue-t-elle un levier, politique et économique, capable d'effacer les affres de dizaines d'années d'exclusion, d'aliéna-tion, d'assimilation et de colonisation ?

En quoi cette nouvelle gouvernance, encadrée par les lois et règlements de la Nation Française et de l'Union Européenne, nous autorisera-t-elle plus d'autorité politique, plus de souveraineté ?

En quoi, cette nouvelle gouvernance limitant les dépenses publiques, détruisant le service public, remettant en cause les droits des Travailleurs comme la retraite, l'assurance maladie, les conventions collectives, les jours fériés, garantira-t-elle au peuple une société plus solidaire ?

Chat an pòch

A l'évidence, la classe politique Guadeloupéenne se sait aujourd'hui comme jamais elle ne l'a été en totale déconsidération. Le politicien s'apparente à un voleur, un menteur, un magouilleur et un soumis.

Seuls ceux, leurs proches, qui peuvent tirer avantages et profits de leur mandat, continuent à leur accorder crédit.

Comment peut-il en être autrement quand, malgré toutes les politiques déclarées de "développement économique", les aides européennes "généreusement" accordées, les lycées, ports, aéroport, routes, ronds-points construits, les exonérations de charges et les emplois aidés consentis aux entreprises, nous sommes autant dans le désarroi.

Les politiciens vivent dans un autre monde, celui de ceux qui profitent du pouvoir, celui de ceux qui ont de l'argent, celui de ceux qui connaissent des gens ;

Ils ne connaissent pas les odeurs qui empestent les Riverains de la Rivière à la Boucan, ils n'ont jamais fait la queue à la POSTE pour percevoir le RMI, ils n'ont jamais rempli un dossier à l'ANPE ou aux ASSEDIC. Ils boivent de l'eau en bouteille. Les huissiers n'ont jamais saisi leur voiture, leur machine à laver ou leur entreprise.

Leurs enfants ont toujours eu la place qu'ils souhaitaient à la maternelle ou à l'Université. Ils connaissent toujours quelqu'un aux impôts. Jamais leurs animaux ne meurent autant avec la sécheresse du Carême qu'avec les inondations de l'Hivernage.

Seulement, quand quelques uns d'entre nous, décident de se syndiquer, de réclamer l'application des lois sociales, notre droit au travail, de monter une association de quartier pour obtenir la réfection d'une route ou le passage régulier de la benne à ordures, c'est disent-ils pour les déstabiliser politiquement.

Quand les agents des Mairies se révoltent, les emplois jeunes réclament un contrat à durée indéterminée, les agents de l'ANPE et des Hôpitaux, les enseignants se battent pour des effectifs supplémentaires et les jeunes de KFC, CTM ou des ECOMAX, pendant plusieurs mois, pour l'application de leur Convention Collective, les salariés de Texaco et de la STPP pour entreprendre dans leur pays, c'est toujours pour les déstabiliser politiquement, n'hésitant pas à demander au Préfet d'interdire le droit de grève et à exiger la reprise du travail au nom du civisme et de la responsabilité.

Quand, timidement un juge, après les avoir blanchis du scandale de la SODEG, décide de s'intéresser à leurs magouilles, aux détournements de l'argent public qu'ils pratiquent, provoquant des centaines de licenciements comme à Grosse Montagne et Air Guadeloupe, c'est disent-ils encore pour les déstabiliser.

Dans toutes les situations où la classe politique se devait d'avoir une position franche, claire et satisfaisante pour les Travailleurs et le Peuple, fondée sur la connaissance des dossiers, la mobilisation de moyens financiers, la détermination d'une volonté politique, l'exigence de la justice sociale, ils se sont camouflés derrière le Préfet ou se sont carrément cachés....

Sous peu, les travailleurs des Hôtels, de la Banane et de l'industrie Sucrière, trois secteurs importants de l'activité économique de notre pays, tant en terme d'emplois occupés que de richesse produite devront pôté mannèw pour préserver leur emploi.

Les entrepreneurs guadeloupéens qui y interviennent devront eux aussi protéger leurs affaires.

Quel est leur projet de redynamisation, de redéploiement, de renforcement ?

Ont-ils pensé une alternative, disposent-ils d'un schéma d'activités économiques et sociales cohérent, intégré,

durable, garantissant l'emploi, la formation des jeunes, la protection de l'environnement, l'aménagement prospective du territoire, la mobilisation de nos savoirs et de nos solidarités.

Non ! Nous l'aurions su ! En effet, en matière de communication sur leurs réalisations, ils savent inscrire des slogans flamboyants, "la Région travaille pour vous", "le Département travaille pour vous", sur des panneaux publicitaires où, scandaleusement, ils dévoilent les millions d'euros investis pour faire bèlbèbèl.

Assurer la libre circulation des biens et marchandises de l'Europe, véhiculer l'idéologie développementiste européenne et perpétuer l'idée que sans la culture française, le modèle français, nous serions des sous-hommes ... Vive la France, Vive l'Europe tels sont les pouvoirs et les compétences que jusque là ils ont exercées.

Le chômage, la précarité, la fragilité des entreprises, la délinquance, la drogue, le sida, l'endettement des familles, l'échec scolaire, ne sont que le résultat de choix politiques.

Ce sont bien l'État français, ses exécutifs politiques locaux et ses décideurs patronaux qui ont conduit notre société dans le marasme généralisé.

Prétendre aujourd'hui vouloir et pouvoir l'éradiquer par un simple accollement des institutions politiques du système, relève du mépris. Affirmer que l'exécution des réformes administratives de l'Europe s'apparente à un projet politique, s'appelle de la malhonnêteté intellectuelle.

Non, un pouvoir colonial ne s'humanise pas, ne change pas, n'évolue pas, il demeure un pouvoir colonial tant que les rapports coloniaux persistent.

Non, une colonie départementalisée, régionalisée, décentralisée, orientée, programmée, ne s'adapte pas, ne se modernise pas, ne se responsabilise pas Elle demeure une colonie-départementalisée, régionalisée, décentralisée, orientée, programmée, tant que ses contours, ses institutions, ses compétences, ses dirigeants, continuent de servir les intérêts de la puissance colonisatrice et de ses valets locaux.

Toute l'histoire politique de notre pays est jalonnée par de faux débats, de fausses oppositions. Hier les moments historiques, les chances, les avancées exceptionnelles, la générosité nationale en faveur de la Guadeloupe étaient exprimés et expliqués par les MESMER, DIJOURD, EMMANUELLI, PAUL à l'occasion de lois, de décrets, d'ordonnances, de Colloques, d'Assises et aux autres rendez-vous de domestication et d'invalidation de la classe politique.

Aujourd'hui, ce sont l'UMP, GIRARDIN, la révision de la Constitution de la France, La Loi Programme sur 15 ans et surtout la Loi Organique, plus forte que la Loi d'Orientation et la Loi Programme réunies qui dans un bel élan démocratique perpétueront la tradition.

Non, nous peuple, nous Travailleurs de Guadeloupe, jamais nous n'avons réclamé plus de pouvoir, ni de compétence pour ceux-là qui ont toujours été incapables de répondre à nos préoccupations les plus élémentaires.

Non, la départementalisation n'est pas en échec, mais une stratégie de zombification, de déshumanisation cyniquement appliquée.

Non, aujourd'hui non plus les Guadeloupéens n'auront l'occasion de se prononcer sur leur devenir. "Nos

parlementaires" l'ont fait en notre nom à Versailles le 17 Mars 2003 : LA FRANCE EST UNE ET INDIVISIBLE, ont décidé CHIRAC RAFFARIN et l'UMP avec leur approbation.

Enfin, si l'on peut repérer aisément la traçabilité chaotique du parcours politique des départementalistes de l'UMP et des socialistes locaux, l'on ne peut comprendre, la capitulation et la domestication de certains dirigeants indépendantistes, ni celle de certains dirigeants syndicalistes, sinon par l'espoir qu'ils nourrissent anba - anba, qu'en retour, un décret spécial leur accorde crédibilité et représentativité.

Moun fen pa ka séparé manjé

Il est clair qu'au-delà du débat politique actuel, le Gouvernement de la France exécute plusieurs objectifs ;

- 1) renforcer l'intégration des dernières colonies françaises au giron français et européen, de façon à garantir la présence de la France dans toutes les mers ;
- 2) éradiquer à jamais toutes velléités séparatistes, À SAINT-BARTHÉLÉMY, À SAINT-MARTIN, EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE, en permettant à la classe politique de s'illusionner avec quelques pouvoirs de décision sur les affaires locales, par une gestion de proximité ;
- 3) rappeler aux signataires de la Déclaration de Basse-Terre, notamment aux Guyanais les limites de leurs compétences ;
- 4) obtenir l'acceptation par le Peuple de l'augmentation des impôts directs et indirects, sous prétexte de financement de l'emploi, de la solidarité entre les générations, du développement économique, etc... ;
- 5) réduire ses interventions financières désormais limitées par les critères de convergence de l'Europe ;
- 6) légitimer toute répression antisyndicale à l'endroit des militants combatifs et des organisations syndicales qui ne se seront pas rendus au rendez-vous de la "NORMALISATION DU DIALOGUE SOCIAL"
- 7) contenir la révolte populaire des exclus, des chômeurs, des entrepreneurs spoliés, des Travailleurs sans droits, des familles ozabwa ;
- 8) légaliser la délinquance des politiciens et des patrons ;
- 9) normaliser l'exploitation des hommes sous couvert de RMA (Revenu Minimum par l'Activité) ;
- 10) réduire les rémunérations et les droits sociaux sous prétexte d'assurer la compétitivité des entreprises.

Gwadeloup péké konstwi san mémwa, san travay, ni san travayé.

Nous avons également déclaré lors de notre IXème Congrès "**sé nou Gwadeloupéyen ki ké détòtyé Gwadeloup**".

L'heure est venue de transformer ces slogans en mot d'ordre d'action.

Aujourd'hui, nous affirmons que le Mouvement Social Guadeloupéen, que depuis 30 ans nous animons, doit persister dans l'offensive et la lutte, à intervenir dans tous les débats qui concernent notre société guadeloupéenne afin de nous garantir toute l'autorité, tous les pouvoirs nécessaires à la prise en compte de nos intérêts, à la préservation des libertés publiques et de la démocratie. En clair, le débat actuel ne nous concernera que si nous y plaçons nos revendications, nos intérêts, notre idée du pays.

Aujourd'hui, nous déclarerons encore :

1. Le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous enchaînent à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste.
2. La paix sociale que souhaitent les politiciens est contraire aux Intérêts des larges masses, à l'impératif de transformation des rapports sociaux.
3. Par la poursuite de la conscientisation du peuple de Guadeloupe, par le renforcement des organisations de masse, par le soutien que nous porterons aux luttes sociales, par l'engagement des jeunes et des chômeurs avec leur organisation dans la lutte, par la qualité des solidarités internationales que nous mobiliserons, nous serons capable de réinventer :
Un état d'esprit de nous-même
Une idée de la Guadeloupe
Un dessein pour l'avenir
4.) Le peuple Guadeloupéen a droit à l'autodétermination.
5. Le droit de la Nation Guadeloupéenne à la pleine souveraineté et à l'Indépendance Nationale est inaliénable
6. Les intérêts de la classe ouvrière, des producteurs et des créateurs Guadeloupéens ne seront préservés que par leur engagement dans la lutte.

Dans l'immédiat, dans un grand mouvement « a fòs é balan é kréyasyon », que partout dans les villes, les campagnes, les écoles, les associations, les entreprises, le peuple de Guadeloupe se lève envahisse les rues,

POUR :

- 1) s'opposer à la destruction des Conventions Internationales du Travail et conquérir de nouveaux droits garantissant équité, justice et protections sociales aux Travailleurs ;
- 2) la promotion de la culture et de l'histoire de la Guadeloupe ;
- 3) la conception d'authentiques programmes d'éducation populaire, de formation professionnelle et universitaire,
- 4) le respect des libertés fondamentales et singulièrement des libertés syndicales ; 5) la construction de rapports sociaux nouveaux basés sur l'entraide, la solidarité, la juste répartition des richesses, le respect des plus démunis, la solidarité entre les générations, la transmission des valeurs fondatrices de notre société

- 6) un dispositif économique, durable et intégré, décidé après la mobilisation de toutes nos potentialités, et dans l'objectif d'assurer à tous le droit au travail, de fédérer et de développer la création et la recherche fondamentale, de protéger notre environnement ;
- 7) la protection de nos terres de toutes les spéculations
- 8) la conquête des marchés et de la production par des entreprises réellement Guadeloupéennes ;
- 9) la gestion cohérente des Transports Collectifs ;
- 10) un système de santé privilégiant l'éducation sanitaire et la prévention ;
- 11) la mobilisation des jeunes contre les déviances sociales et pour leur participation à des actions leur garantissant la maîtrise de leur avenir et la conduite future de notre pays ;
- 12) la libération de la pensée intellectuelle et de la production artistique
- 13) la promotion du sport et des loisirs comme moyen d'épanouissement personnel et de construction collective.
- 14) notre élévation en tant que peuple Caribéen.
- 15) l'arrêt du génocide par substitution de notre peuple
- 16) le financement de tous nos projets par la dette coloniale.

REFUSONS DE LAISSER LES POLITIENS

BWABWA, MANTIMANTÈ É MALFÉTÈ

PARLER ET AGIR EN NOTRE NOM.

REFUSONS LE CIRQUE ÉLECTORAL

DU 07 DÉCEMBRE 2003

**NOU KÉ PWAN JOU KI FO
NOU KÉ PWAN TAN KI FO**

POU ADAN AN GRAN DÉBOULÉ AN LARILA, NOU DÉTÒTYÉ GWADLOUP

ANSANM NOU KA LITÉ,...

ANSANM NOU KÉ GANNYÉ

P-à-P, le 14/11/03

Le Conseil Syndical de l'UGTG

[1] Lire : [Pourquoi une évolution statutaire ? Florilèges](#)